

# Saint-Denis, terre d'immigration bretonne il y a plus d'un siècle

Le Monde magazine, Par [Benoît Hopquin](#)

À partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les Bretons ont constitué la première vague d'immigration massive arrivée à Saint-Denis et fourni un contingent de main-d'œuvre digérée par les nombreuses usines de la ville. Au point que, dans les années 1950, près d'un Dionysien sur deux était d'ascendance bretonne. Sous-payés, mal logés, discriminés, ces travailleurs ont posé les fondations d'un bastion de gauche.

Dans ce temps-là, Saint-Denis n'était pas encore la ville aux cent vingt nationalités aux portes de Paris et de ses chimères. L'immigration ne s'empilait pas dans des cités HLM trop hautes et des appartements trop étroits, avec vue imprenable sur le Sacré-Cœur. Mais, déjà, elle s'entassait, chair humaine compressible à l'infini, dans ce qui était des taudis et des bidonvilles, l'horizon et le ciel bouché par les cheminées des usines. Déjà, les marchands de sommeil, increvables vautours, faisaient leur gras sur la misère et les rêves d'une vie meilleure.

Déjà, les nouveaux arrivants, avec leurs bizarres coutumes et leur langue absconse, inspiraient mépris et peur. A l'époque, ils ne venaient pas des quatre coins du monde, mais des campagnes bretonnes. Etrangers dans leur propre patrie, ils arrivaient du Trégor, du Léon, du Vannetais ou de Cornouaille. Au point que, dans les années 1950, il se prétendait qu'un Dionysien sur deux était né en Bretagne ou d'origine bretonne.

Cette histoire d'exil et d'attachement, Gérard Réquigny, 74 ans, la connaît bien : c'est celle de sa famille. Il la raconte au siège de l'Amicale des Bretons de Saint-Denis, « *Ti Breizh e Sant-Denez* » en V.O., au rez-de-chaussée d'un immeuble du centre-ville, près des quais de la gare RER. Entre une palette de Breizh Cola, un empilement de crêpières, une bibliothèque remplie d'ouvrages sur la Bretagne et un incontournable Gwenn ha Du, l'emblème en noir et blanc d'une fierté, le président de l'association décline sa généalogie qui fut un peu celle de toute une ville.

## Prolétaires, pour de bon

Lignée maternelle, un ancêtre, Jean-Marie Le Guillermic, venu à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle de Plounévez-Moëdec, bourg de ce qui était alors le département des Côtes-du-Nord, devenu Côtes-d'Armor. Il a rencontré à Saint-Denis sa future épouse, Marie-Françoise Le Digarcher, née à Ploubezre, dans le même département. Lignée paternelle, un arrière-arrière-grand-père, Jean-Louis Coty, débarqué à Saint-Denis au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, de Tréglamus, toujours dans les Côtes-d'Armor. Son fils, Emile Coty, s'est marié avec Marguerite Le Moal, née également à Tréglamus. Un grand-père, Roger Réquigny, arrive, lui, du Pouliguen, dans le département de Loire-Inférieure, devenu Loire-Atlantique.

avril 2024. LÉON PROST POUR « M LE MAGAZINE DU MONDE »

La biographie familiale est ainsi un entrelacs d'aventuriers par nécessité, nés pour devenir paysans sarclant en vain le granit ou marins risquant leur vie pour des pêches incertaines, tous enfants de la

mouise, tentant de la fuir coûte que coûte. Ces misérables sont montés à la capitale. Ils sont devenus ouvriers à Saint-Denis. Pauvres, toujours, et prolétaires, pour de bon.

Cet exode armoricain a débuté au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, quand la révolution industrielle a violemment saisi Saint-Denis. Ce qui n'était à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle qu'un gros bourg de six mille habitants, comptant à peine six manufactures blotties autour de la basilique et nécropole royale, connaît alors une prodigieuse explosion démographique. Rien qu'entre 1856 et 1896, elle multiplie presque par quatre sa population. Elle est en 1928 une ville de quatre-vingt mille habitants, forte de trois cents usines, note dans *L'Emigration bretonne* (Coop Breizh, 2013) Marcel Le Moal, un érudit lui-même enfant de cet exode. Fonderies, tanneries, teintureriers, verreries, industries mécaniques, de chimie, d'armement s'installent à touche-touche.

Sur les sites du Cornillon et du Landy (là où est aujourd'hui planté le Stade de France), la houille qui arrive par pleins wagons des mines du Nord-Pas-de-Calais est distillée pour faire du gaz qui éclairera et chauffera Paris. L'énergie est stockée dans des gazomètres, immenses cuves de 65 mètres de hauteur barrant le paysage. Il y a même une manufacture de pianos, les célèbres Pleyel, qui donneront leur nom à un quartier de la ville (là où sera installé [le village des athlètes pendant les Jeux](#)). Cette industrie enfourne, gueule ouverte, les travailleurs par milliers.

## **C'est une véritable « invasion »**

La Bretagne souffre au même moment d'une grave crise économique. Ses habitants ont la réputation d'être honnêtes et travailleurs. Ils ont l'autre qualité d'être bon marché. Ils sont également sans défense, parfois analphabètes, comme le démontrent les registres paroissiaux de Saint-Denis où des actes de baptême sont signés d'une croix. Ces déracinés dociles, ignorants de leur peu de droits, forment ainsi une main-d'œuvre idéale... Des filières s'organisent, notamment entre les curés de certaines paroisses, principalement du Trégor, et des patrons d'usine. Des communes des Côtes-d'Armor comme Louargat, Belle-Isle-en-Terre, Plouaret, Callac, Rostrenen, Gouarec voient ainsi jusqu'à un habitant sur dix s'exiler à Saint-Denis.

L'arrivée du chemin de fer à Guingamp, en 1863, accélère le transfert de population, vers la gare Montparnasse ou, moins connu, celle de Versailles. Quand elles ne sont pas harponnées à leur arrivée par des maquereaux, les femmes célibataires deviennent bonnes dans les maisons bourgeoises de la capitale, inspirant le mythe moqueur de Bécassine, bande dessinée créée en 1905. Les hommes s'emploient dans les usines, notamment à Saint-Denis. Ceux qui sont installés font venir leur famille ou se marient sur place avec des « *pays* ».

Dans certains quartiers de Saint-Denis, c'est une véritable « invasion »... Dans *L'Emigration bretonne. Où vont les Bretons émigrants. Leurs conditions de vie*, un ouvrage écrit en 1953 avec le concours du CNRS, l'abbé Elie Gautier a épluché le recensement de 1931 et trouvé quinze Bretons habitant au 29, rue du Saulger, vingt-quatre au 10, rue des Poissonniers, dix-neuf au 61 de la même rue... L'abbé constate qu'il « *se constituait ainsi de véritables bretonneries* ». On se regroupe par village. Il est reproché aux nouveaux venus de vivre dans des îlots réfractaires à toute assimilation. Ils utilisent entre eux leur langue natale, parlent mal le français, le baragouinent, selon l'expression aussi discutée

qu'ancestrale, issue probablement, selon le Petit Robert, des mots bretons *bara* (« pain ») et *gwin* (« vin »).

## Des bêtes de somme

Les prêtres, du moins les plus progressistes, sont parmi les premiers, vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à s'émouvoir de leurs conditions de vie. Le père Rivalin affirme, en 1898 : « *C'est au Breton que l'on donne les travaux dont personne ne veut. A l'usine, à l'atelier, au chantier, tout est assez bon pour lui, et comme il vit au jour le jour, sans avances, et que derrière lui se trouve une femme avec quatre, cinq, six enfants, il s'attelle aux besognes les plus ingrates, quelquefois même les plus délétères. C'est vraiment le paria de Paris.* » Tout cela pour « *juste de quoi ne pas mourir de faim* ». Le père Rivalin prend pour exemple une famille de onze personnes vivant à Saint-Denis dans une soupenne si étroite qu'on ne peut s'y mouvoir et si basse de plafond que l'on ne peut s'y tenir debout. D'autres arrivants s'installent dans de véritables bidonvilles faits avec des planchers de wagon et des tôles.

Ces bêtes de somme, souvent des journaliers à la merci des bureaux de placement, manient sans aucune mesure de sécurité l'acier en fusion, les produits chimiques ou les presses mutilatrices. Ceux qui travaillent dans les teintureries se reconnaissent à leur visage et à leurs mains définitivement tatoués par les colorants. Les accidents du travail, les intoxications lentes, la tuberculose, la phtisie, l'épuisement des journées de douze heures et plus font des ravages, mais on préfère incriminer l'alcoolisme atavique de ces victimes. Le père Léon note « *la misère noire de ces pères de famille ainsi que de leurs enfants, mal logés, mal vêtus, mal nourris, regrettant amèrement le pain de seigle, le lait caillé et le pichet de cidre de là-bas* ». Nostalgiques, déçus, des Bretons rentrent parfois au pays puis reviennent à Saint-Denis, errant entre deux misères et deux désillusions.

Des esprits éclairés comme l'abbé Cadic se mobilisent. Originaire de Noyal-Pontivy (Morbihan), le prêtre crée en 1897 La Paroisse bretonne de Paris, une association chrétienne qui vient en aide aux plus démunis. A Saint-Denis, une bonne partie de la communauté est acquise, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et plus encore après la première guerre mondiale, aux idées socialistes, simplement mâtinées de catholicisme social.

## Gwenn ha Du et drapeaux rouges

Jean Trémel joue un rôle essentiel dans le développement de ces idées nouvelles. Fils d'un sabotier et d'une cabaretière de Plussulien (Côtes-d'Armor), il a émigré à Saint-Denis en 1888. Employé des chemins de fer, mis à la porte en raison de son activisme politique et syndical, il fonde en 1898 le Groupe socialiste breton, entre au conseil municipal en 1904 et devient maire adjoint en 1912. Jean Trémel meurt en 1921. Son frère cadet, Jules, employé dans une tannerie à 2 sous de l'heure avant de devenir chauffeur-livreur, prend la succession. Il est élu à son tour au conseil municipal en 1925, sous la bannière du Bloc ouvrier et paysan, qui est largement phagocyté par le tout nouveau Parti communiste français, né en 1920.

Jules Trémel fonde, le 1<sup>er</sup> janvier 1933, l'Amicale des Bretons de Saint-Denis, qui va très vite compter plusieurs milliers de membres ou sympathisants. Cette organisation est à la fois caritative et politique,

comme le constate Constance Lemans dans *Les Bretons et leurs associations à Paris entre les deux guerres* (Anagrammes, 2009). Société d'entraide, elle alloue des indemnités aux veuves et aux orphelins, aide les jeunes envoyés au régiment, offre une couronne aux morts, un cadeau aux sociétaires se mariant, des colis aux anciens, fait des collectes lors de naufrages en Bretagne. Elle est très liée à l'Association des Bretons émancipés de la région parisienne, une autre structure créée au même moment par un natif de Paimpol (Côtes-d'Armor), [Marcel Cachin, député de la Seine](#), directeur du journal *L'Humanité* et fondateur du mensuel *War sao* (« debout », en breton, comme le premier mot de *L'Internationale*), qui répand la propagande communiste et son credo stalinien.



PHOTOGRAPHE ANONYME / ARCHIVES MUNICIPALES DE SAINT-DENIS, 2 FI 3/141.

A partir de la Pentecôte 1933, ces organisations de gauche organisent chaque année un pardon des Bretons de Saint-Denis, détournement laïc de la fête religieuse. Après une messe – facultative –, un défilé traverse la ville jusqu'à l'actuel parc de La Courneuve. Là, entre un air de biniou et un pas de danse régionale, des dizaines de milliers de personnes, certaines en tenue traditionnelle, viennent écouter les harangues sur les damnés de la terre et la dictature du prolétariat lancées en breton par Marcel Cachin ou Jules Trémel. Les Gwenn ha Du se mêlent aux drapeaux rouges. *L'Internationale*, chantée poings levés et en breton, clôture cette journée. Ce pardon laïc perdurera jusqu'en 1994. C'est dire si, en 1936, les Bretons de Saint-Denis ont accueilli avec espoir le Front populaire !

Jacques Doriot est alors maire de la commune depuis 1931 et député de la Seine depuis 1924. Communiste de la première heure, cadre du parti formé à Moscou, l'apparatchik trop ambitieux a été exclu du PCF. Il a créé en 1936 un parti concurrent, le Parti populaire français, entamant sa dérive vers l'extrême droite. Sous la houlette de Marcel Cachin et de Jules Trémel, la communauté bretonne va largement contribuer à l'évincer de son poste. Le PC reprend en main la conduite de la ville, avec plus

ou moins d'orthodoxie selon les époques. Pendant l'Occupation, les Bretons de Saint-Denis vont verser leur écot de sang dans les rangs de la Résistance.

## **Egailés dans toute l'Ile-de-France**

Dans les années 1950, l'autre courroie de transmission du PCF est l'Union des sociétés bretonnes d'Ile-de-France, créée pour faire pièce à la Fédération des Bretons de Paris, d'inspiration plus conservatrice. Son patron sera longtemps Jean Le Lagadec, chef du service politique de *L'Humanité*. L'Amicale dionysienne est évidemment l'âme de l'Union. La rivalité avec la Fédération plus droitière la poussera à élire jusqu'en 1992 une reine des Bretons de Saint-Denis : cette altesse prolétaire et piétonne était censée damer le pion à la duchesse des Bretons de Paris, paradant sur un cheval blanc dans les rues de la capitale ou de Versailles... A cette époque, les prêtres ouvriers, souvent adhérents de la CGT, et les militants de l'Action catholique ouvrière entretiennent la prééminence de la gauche jusque dans les églises de la ville.

Dans son *Emigration bretonne*, l'abbé Elie Gautier note que, en 1950, « *il n'est pas rare de voir quatre, six, huit, dix électeurs de sexe masculin originaires des Côtes-du-Nord logeant au même numéro* ». Ce poids démographique et électoral diminue ensuite. Avec le passage des générations, les enfants ou petits-enfants des immigrés bretons ont bénéficié de l'ascenseur social, à l'image de Gérard Réquigny, devenu professeur de mathématiques. Ils se sont intégrés dans la société et égailés dans toute l'Ile-de-France. Des vieux Bretons ont profité de leur retraite pour revenir au pays de cœur.



la République, à Saint-Denis, le 13 juin 1965. PIERRE DOUZENEL/ ARCHIVES MUNICIPALES DE SAINT-DENIS, 3 FI 42/73

Quand l'Ouest est enfin sorti de sa misère chronique, à partir des années 1960, la nécessité de l'exil s'est également faite moins forte. La grande casse industrielle commencée dans les années 1970 à Saint-Denis, les fermetures d'usine à répétition ont également décimé les emplois, sans tarir les flux migratoires, venus d'horizons toujours plus lointains, tant les rêves d'une vie meilleure voyagent sans frontières.

## **Les étudiants, nouvelle catégorie de pauvres**

L'héritage breton a néanmoins continué à imprégner la vie locale, notamment la vie politique. En 1991, le communiste réformateur Patrick Braouezec devenait le maire de Saint-Denis. Son parcours familial n'est pas purement dionysien, mais tout de même emblématique. Il est né à Paris. Sa grand-mère avait débarqué de Bretagne avec sa sœur au début des années 1920. Elle était devenue bonne, avait eu un enfant avec son patron que ce dernier n'avait jamais voulu reconnaître. Le descendant sait la mauvaise réputation qui entourait ces intrus, à gueule de métèques. « *A l'époque, les Bretons passaient pour des porteurs de maladies et des causeurs d'insécurité* », explique-t-il.

Patrick Braouezec a déménagé à Saint-Denis en 1969 et obtenu un poste d'instituteur en 1971, jusqu'à son élection à la mairie, de 1991 à 2004, et à la députation, de 1993 à 2012. Il se souvient de s'être établi dans une ville encore largement empreinte par la présence bretonne. Il évoque la crêperie aujourd'hui fermée de Robert Mahé, Ty-kranpouez mad, où toute la ville se donnait rendez-vous : selon son prix, la crêpe était servie dans une assiette de couleur différente, ce qui facilitait l'addition pour le patron.

Bien au-delà du folklore, Patrick Braouezec raconte ce jour pas si lointain où un homme a sonné au domicile du maire et lui a demandé de but en blanc : « *Je suis un Breton, je viens d'arriver à Saint-Denis. Pouvez-vous m'aider ?* », comme une réminiscence des cohortes débarquées il y a cent ans sans le sou, avec une simple adresse griffonnée sur un bout de papier. Depuis quelques années, Gérard Réquigny voit également se présenter à l'amicale une nouvelle catégorie de pauvres venus de Bretagne : des étudiants qui cherchent un appartement dans leurs maigres moyens.

## **Fest-noz, cours de cuisine, leçon de breton**

Le successeur de Patrick Braouezec à la députation, Stéphane Peu, revendique, lui aussi, ses origines bretonnes. Il a passé son enfance à Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor) avant de s'installer à Saint-Denis, en 1983. Son grand-père, un sabotier, avait déjà fait un aller-retour entre ces deux villes dans les années 1930. Responsable des Jeunesses communistes de sa région, quand son militantisme l'a conduit en région parisienne, Stéphane Peu s'est naturellement installé à Saint-Denis, comme son aïeul avant lui. « *J'y avais déjà des amis bretons. Quand vous vous expatriez, vous faites naturellement jouer vos réseaux. Je me trouvais à ma place dans cette ville qui mêlait la culture ouvrière et la culture bretonne* », résume l'élu. Un de ses premiers gestes fut de s'inscrire à l'amicale.

Le remplaçant de Patrick Braouezec à la mairie jusqu'en 2016, Didier Paillard, est né à Saint-Denis, mais il est également d'ascendance bretonne. Son père, Léon, fut de ceux qui s'opposèrent à Doriot, avant d'être déporté à Buchenwald pendant l'Occupation. Si [la mairie est devenue socialiste en 2020](#), la majorité de Mathieu Hanotin compte encore un maire adjoint d'origine bretonne, Yannick Caillet, venu de la même commune que Stéphane Peu. « *On reste très amoureux de notre région* », assure le député. Cette appartenance est revendiquée haut et fort. « *Un Breton doit toujours glisser qu'il est breton, plaisante Gérard Réquigny. Et quand il en rencontre un autre, la question est invariable : "Tu es d'où exactement ?"* »

avril 2024. LÉON PROST POUR « M LE MAGAZINE DU MONDE »

L'Amicale des Bretons de Saint-Denis ne compte plus que cent soixante membres mais garde dans ses rangs nombre d'élus locaux et comme président d'honneur Patrick Braouezec. Gérard Réquigny possède toujours sa carte du parti. Il est également le président de l'Union des Bretons d'Ile-de-France, entretenant cet esprit de gauche des pionniers. « *Mais aujourd'hui notre activité est essentiellement culturelle* », assure le président. Fest-noz, cours de cuisine, leçon de breton, atelier de broderie, généalogie, stand chaque année à la fête des Tulipes, le rendez-vous associatif de la ville, rythment son calendrier. Dans le cadre des Jeux olympiques, l'association organise ce week-end du 18 mai des jeux traditionnels bretons à l'ombre du Stade de France, avec épreuves de tir à la corde, soulever de perche ou d'essieu, lancer de pierres, etc.

Dans la cité du Franc-Moisin, où il vit depuis 1974, Gérard Réquigny a vu arriver d'autres populations, comme autant de strates de détresse et d'espoir. Il a assisté à la disparition des derniers bidonvilles où des Espagnols et des Portugais avaient à leur tour été relégués. Puis des familles du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne se sont installées. Les premiers venaient de Kabylie, à partir des années 1950, et la légende locale veut qu'à l'usine ils apprenaient le breton avant le français.

Tous ces déracinés se sont regroupés par pays, par région, par village parfois, comme naguère les Bretons. Ils ont créé leurs propres associations de solidarité, ont apporté leurs langues et coutumes. Comme un signe des temps, près de la gare, le restaurant Mondial Food propose désormais une nourriture quasi universelle : des sandwiches, des kebabs, des paninis, des hamburgers, des pizzas... et toujours des crêpes.

Saint-Denis, centre du monde

Longtemps, Saint-Denis a été celle qu'on ne voulait pas voir, la mauvaise fille à la réputation sulfureuse, l'une des communes les plus pauvres de France métropolitaine. Cette année, c'est pourtant au Stade de France que se déroulera l'athlétisme, épreuve reine des Jeux olympiques. Et que se tiendra la cérémonie de clôture, le 11 août. C'est aussi Saint-Denis qui accueillera dans son village olympique des athlètes du monde entier. Un coup de projecteur sur cette ville à la fois nécropole des rois de France, terre d'immigration et berceau du rap. L'occasion aussi de la découvrir (ou redécouvrir) à travers son histoire et celles ou ceux qui la font.